

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCAP**

Relatif à

**la souscription et à la gestion de contrats d'assurances pour les
embarcations maritimes du Parc national de Port-Cros et du Parc
national des Calanques**

N° 25 010 PC

1	Caractéristiques générales du marché.....	3
1.1	Objet du marché.....	3
1.1.1	Groupement de commandes entre le PNPC et le PNCAL.....	3
1.2	Forme du marché et références aux articles du Code de la commande publique.....	3
1.3	Pièces constitutives du marché.....	3
1.3.1	Pièces particulières du marché.....	3
1.4	Durée du marché.....	3
1.5	Désignation des interlocuteurs.....	4
1.5.1	Représentant de l'acheteur.....	4
1.5.2	Représentant du titulaire.....	4
2.	Prestations du marché.....	4
2.1	Définition et contenu des prestations.....	4
2.2	Confidentialité.....	4
2.3	Exécution des prestations.....	5
2.3.1	Délais.....	5
2.3.2	État des sinistres, modification du périmètre et révision de la prime.....	5
3	Aspect financier.....	5
3.1	Prix.....	5
3.1.2	Contenu des prix.....	5
3.1.3	Variation des prix et clause butoir.....	6
3.1.4	Clause de sauvegarde.....	6
3.2	Modalités de règlement.....	6
3.2.1	Présentation des factures.....	6
3.2.2	Facturation.....	7
3.2.3	Périodicité des paiements.....	7
3.2.4	Délais de paiement.....	7
3.2.2	Avance.....	7
3.2.3	Cession – nantissement.....	7
3.2.4	Retenues de garanties.....	8
3.3	Pénalités.....	8
4	Assurance, différends et litiges.....	8
4.1	Assurance.....	8
4.2	Litiges.....	8

4.3 Résiliation du marché.....	8
5 Protection des données à caractère personnel.....	9
6 Attestations légales – inscription obligatoire à la plateforme HIVEO.....	9
7 Dérogations au CCAG FCS.....	9

1 Caractéristiques générales du marché

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la souscription et la gestion de contrats d'assurances des embarcations maritimes du Parc national de Port-Cros (PNPC) et du Parc national des Calanques (PNCAL).

1.1.1 Groupement de commandes entre le PNPC et le PNCAL

Les Parcs nationaux sont des établissements publics.

Les Parcs nationaux de Port-Cros et des Calanques ont décidé de coordonner leurs besoins communs en matière d'assurance, en vertu de l'article L.2113-6 et suivant relatifs au groupement de commande.

L'acheteur chargé de la passation du marché est le Parc national de Port-Cros, représenté par sa Directrice.

L'exécution financière du contrat d'assurance propre à chaque Parc relève du Parc bénéficiaire de l'assurance.

1.2 Forme du marché et références aux articles du Code de la commande publique

Le présent marché est passé en procédure adaptée, en vertu des articles R 2123-1 et 2 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant application du Code de la commande publique.

1.3 Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont des pièces particulières et des pièces générales.

Les pièces générales, bien que non jointes au présent document, sont réputées connues de l'entreprise.

1.3.1 Pièces particulières du marché

Les pièces sont l'ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses (3) annexes (liste des embarcations (1) et état des sinistres pour chacun des deux Parcs (2),
- Les conditions générales, conformément au Code des assurances, et s'il y a lieu les conventions spéciales applicables à chacun des contrats objets du présent marché,
- L'offre technique du titulaire.

1.4 Durée du marché

Le marché est conclu à sa date de notification.

Sa durée est d'un an à compter de la date du :

- ➔ 1^{er} janvier 2026 pour le Parc national de Port-Cros,
- ➔ 1^{er} janvier 2027 pour le Parc national des Calanques

Le marché est passée pour une durée ferme de 4 ans, et a par conséquent une date de fin au 31 décembre 2029 pour les deux Parcs (4 ans pour le PNPC et 3 ans pour le PNCAL).

Néanmoins le marché peut prendre fin de façon anticipée dans les cas de résiliation prévus à l'article 4.3 du présent CCAP.

1.5 Désignation des interlocuteurs

1.5.1 Représentant de l'acheteur

Au sens de l'article 2 du CCAG / FCS, « l'acheteur » est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire.

Les services utilisateurs du marché, et représentant de l'acheteur, sont :

- Parc national de Port-Cros

Service Secrétariat général.

181 allée du Castel Sainte-Claire

83400 Hyères

Les coordonnées téléphoniques et courriel du représentant de l'acheteur sont le 07 61 87 14 15, nathalie.perret@portcros-parcnational.fr

- Parc national des Calanques

Service Secrétariat général

141 avenue du Prado

13008 Marseille

Les coordonnées téléphoniques et courriel du représentant de l'acheteur sont le 04

1.5.2 Représentant du titulaire

En dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG / FCS, le titulaire désigne la personne physique, habilitée à le représenter auprès de l'acheteur pour les besoins de l'exécution du marché, dès la remise de son offre.

2. Prestations du marché

2.1 Définition et contenu des prestations

Le périmètre des prestations figure au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et dans les conditions générales du titulaire.

2.2 Confidentialité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations, ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître, sauf autorisation préalable et expresse du PNPC ou du PNCAL selon l'établissement concerné par lesdites informations.

Le titulaire est donc tenu au secret professionnel. Le titulaire s'interdit également d'utiliser un document pour une mission autre que celle prévue au marché.

2.3 Exécution des prestations

2.3.1 Délais

Le titulaire se conforme aux délais de prise en compte des sinistres et de leur traitement (intervention de l'expert si nécessaire) jusqu'à dédommagement ou prise en charge directe des prestations venant en réparation des sinistres.

2.3.2 État des sinistres, modification du périmètre et révision de la prime

Etat des sinistres

Sur demande du souscripteur, l'assureur lui communique un état statistique annuel indiquant la date et la nature des sinistres déclarés ainsi que le règlement intervenu pour chacun (ou de l'estimation correspondant aux dossiers en cours).

Une renégociation des taux de prime ou cotisation peut être envisagée dans le cas d'une évolution significative des sinistres.

Est entendu par évolution significative, un cumul annuel des dédommagements (par établissement assuré) dont la somme dépasse 10 % de la limitation contractuelle d'indemnité.

Cette renégociation fait l'objet d'un avenant au marché. Il est précisé que cet avenant ne peut pas avoir d'effet rétroactif.

Le souscripteur se réserve la faculté de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché si la renégociation n'aboutit pas.

Dans ce cas, les conditions du marché restent applicables pendant une période de 4 mois suivant la notification du refus par le souscripteur des conditions proposées par l'assureur.

Modification du périmètre

En cas d'ajout ou de retrait de bateaux, l'acheteur est tenu d'en avertir le titulaire qui propose une plus-value ou une moins-value afin de réajuster le montant de la prime ou cotisation du Parc concerné.

Dès réception des éléments, le titulaire transmet les éléments modifiés du contrat précisant le montant calculé au prorata temporis et la date effective de prise en compte des modifications dans le dit-contrat.

Cette modification est ensuite établie par voie d'avenant par l'acheteur.

3 Aspect financier

3.1 Prix

3.1.2 Contenu des prix

Les cotisations ou primes sont réputées intégrer la totalité des coûts et autres frais liés à l'exécution des prestations et comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations. Toutefois, en cas de variation du taux de ces différentes contributions, le prix de règlement en tient compte.

Par ailleurs, si pour des raisons d'ordre conjoncturel, l'assureur est amené à majorer le taux de prime ou cotisation défini au moment de la passation du marché à l'occasion de l'une de ses échéances anniversaires, l'acheteur dispose de la faculté de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché.

Dans cette hypothèse, les conditions du marché demeurent applicables pendant une période de 4 mois suivant la notification par l'acheteur du refus de la majoration proposée par l'assureur.

3.1.3 Variation des prix et clause butoir

Les cotisations ou primes sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché.

Cette révision permet de prendre en compte l'évolution du marché. La révision peut induire une hausse ou une baisse du montant de la cotisation.

L'augmentation de la cotisation ou prime annuelle ne peut être supérieure à 5 %.

3.1.4 Clause de sauvegarde

Dans le cas où la hausse de la cotisation ou prime entraînerait une hausse des prix qui, même limitée par la clause butoir, entraînerait le PNPC ou le PNCAL au-delà de ses possibilités budgétaires, le marché peut être résilié sans indemnité.

3.2 Modalités de règlement

3.2.1 Présentation des factures

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production de la facture, laquelle n'est pas réclamée au titulaire.

La facture comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire, date,
- Références et désignation du marché,
- Désignation de l'assurance,
- Désignation du bénéficiaire de l'assurance (PNPC ou PNCAL),
- Numéro d'engagement juridique (EJ) correspondant à l'établissement assuré,
- Le montant hors taxes de la cotisation ou prime,
- Le taux et le montant des taxes appliquées,
- Le montant toutes taxes comprises de la cotisation ou prime.

Elle est libellée à l'adresse suivante :

Office français de la Biodiversité - Pôle de Montpellier – Parc national de Port-Cros
OU Parc national des Calanques
Immeuble Le Tabella
125, Impasse Adam Smith
34470 PEROLS

3.2.2 Facturation

Les **factures** sont transmises uniquement par **voie dématérialisée** via le portail **Chorus Pro** en indiquant :

- le n° de SIRET 18830005700109 (PNPC), et le service : MARCHES

OU

- le n° SIRET 130 016 793 00023 (PNCAL),

et en précisant, pour chacun des Parcs, le n° du marché et le numéro d'engagement juridique propre à l'établissement assuré.

3.2.3 Périodicité des paiements

Les cotisations ou primes font a minima l'objet d'un règlement annuel.

La cotisation ou prime provisionnelle : calculée sur la base de la situation arrêtée au 1er janvier, elle sera réglée en début d'année sur présentation au souscripteur de l'appel de cotisation ou de prime, portant détail du calcul de la cotisation ou prime provisionnelle.

En cas d'avenant en plus-value, le montant de la plus-value est payé après notification de l'avenant et dépôt de la facture correspondante selon les modalités du § 3.2.2 du présent CCAP.

En cas d'avenant en moins-value, le montant de l'avenant vient en déduction du montant de la cotisation ou prime annuelle de l'année n+1.

Si cette moins-value est notifiée la dernière année du marché, elle fait l'objet d'un remboursement par le titulaire au plus tard au 31 décembre de l'année en cours.

3.2.4 Délais de paiement

Le PNPC et le PNCAL procèdent au paiement des sommes dues dans un délai maximal de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le délai global peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires ; le délai après la suspension est obligatoirement de 30 jours, à partir de la date de fin de suspension.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3.2.2 Avance

Sans objet.

3.2.3 Cession – nantissement

L'exemplaire unique nécessaire à la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance est délivré, sur demande écrite du titulaire, par la personne publique selon les conditions définies aux articles R 2191 - 45 à 47 du décret 2018-1075 du 03/12/2018 pris en application de l'ordonnance 2018-1074 du 26/11/2018.

Les certificats de cessibilité sont adressés au comptable assignataire des paiements :

Agent comptable
Office français de la Biodiversité - Pôle de Montpellier
Immeuble Le Tabella
125, Impasse Adam Smith
34470 PEROLS

3.2.4 Retenues de garanties

Sans objet.

3.3 Pénalités

Sans objet.

4 Assurance, différends et litiges

4.1 Assurance

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les risques dont il peut être tenu pour responsable du fait de son activité.

4.2 Litiges

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas d'échec de la procédure amiable, une procédure contentieuse emportera saisine du tribunal administratif de Toulon selon les lois et les règlements en vigueur en France.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

4.3 Résiliation du marché

Le PNPC se réserve la possibilité de résilier le marché, notamment en cas d'augmentation de la cotisation ou prime telle qu'énoncée à l'article 2.3.3 du présent CCAP.

Le marché peut être résilié par l'acheteur dans les conditions du CCAG-FCS et des CCAP Marché 25010PC

articles R. 2191-30 et R. 2191-31 du code de la commande publique, pour faute du titulaire, pour un motif d'intérêt général ou à la demande du titulaire. Par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS, l'exécution aux frais et risques de tout ou partie des prestations du présent marché n'est pas prévue.

Par dérogation aux articles 38 à 45 du CCAG FCS, le marché peut être résilié par le titulaire assureur :

- à l'échéance annuelle avec un préavis suffisant pour conclure un nouveau marché ;
- avant sa date d'expiration normale, en respectant le délai de résiliation général du contrat, par dérogation à l'article R 113.10 du code des assurances.

Conformément aux dispositions du code des assurances, en cas de résiliation en cours de période d'assurance, l'assureur n'a droit à aucune indemnité de résiliation.

5 Protection des données à caractère personnel

Le Titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et, en particulier, le règlement 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen applicable depuis le 25 mai 2018 ainsi que la loi 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (RGPD).

6 Attestations légales – inscription obligatoire à la plateforme HIVEO

Afin de respecter ses obligations en matière de réglementation du travail, le titulaire s'engage à utiliser les services de la société HIVEO (HIVEO – RCS Lyon 527 737 738 – www.hiveo.fr), pour la diffusion des documents administratifs tiers exigés dans le cadre du présent contrat et à en autoriser l'accès au Donneur d'ordre (l'acheteur). Cette plateforme est entièrement gratuite pour le titulaire.

En cas d'abonnement à la plateforme Attestation Légale, le dossier du titulaire est automatiquement synchronisé sur la solution HIVEO. Le titulaire s'engage à maintenir son abonnement actif pendant toute la durée du présent marché. Il s'engage en outre à répondre dans les 7 jours à toute demande de transmission de documents administratifs pendant toute la durée du marché.

Dans les 7 jours qui suivent la notification du marché, il doit créer un compte gratuit sur HIVEO et pouvoir en apporter la preuve à l'acheteur sur simple demande. Le compte doit être maintenu actif pendant toute la durée du présent marché.

Le titulaire s'engage à répondre dans les 7 jours à toute demande de transmission de documents administratifs par HIVEO pendant toute la durée du marché. Dans le cas où les documents réclamés ne seraient pas transmis dans les délais, le donneur d'ordre se réserve la possibilité d'interdire la poursuite du contrat en

attendant qu'il ait fait diligence. Si le titulaire ne répond pas dans le délai imparti, le donneur d'ordre se réserve le droit d'appliquer les mesures prévues au marché en matière de résiliation.

Le fournisseur s'engage sur l'honneur à la sincérité et à l'exhaustivité dans les éléments et documents transmis à *HIVEO*.

7 Dérogations au CCAG FCS

CCAP	CCAG
4.3 Résiliation	38 à 45 résiliation par le titulaire